

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 26/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDILIANS

65 chemin du moulin carron
69570 Dardilly

Références : EB/VV/2025/L_354
Code AIOT : 0012100173

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement EDILIANS implanté LES CHAMPS ARGUETS 39140 Commenailles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la cessation de l'activité de la carrière "Champs Arguets" située sur les territoires des communes de Commenailles et Beauvernois. L'objectif est de s'assurer de la mise en sécurité du site et d'acter les modifications des conditions de la remise en état totale du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILIANS
- LES CHAMPS ARGUETS 39140 Commenailles

- Code AIOT : 0012100173
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Edilians est autorisée à exploiter une carrière d'argiles sur les communes de Commenailles et Beauvernois par arrêté préfectoral n° 738 du 17 avril 2000.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fin d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/04/2000, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Dossier de cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Remise en état - dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 26/04/2000, article 31	Sans objet
3	Surface à remettre en état	Arrêté Préfectoral du 26/04/2000, article 32	Sans objet
4	Modalités de remise en état	Arrêté Préfectoral du 26/04/2000, article 33	Sans objet
5	Date de la fin de la remise en état	Arrêté Préfectoral du 26/04/2000, article 34	Sans objet
7	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 512-75-1	Sans objet
8	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-39-1	Sans objet
9	Usage futur	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-39-2	Sans objet
10	ATTES-MEMOIRE	Code de l'environnement du 14/08/2025, article R. 512-39-3	Sans objet
11	ATTES-TRAVAUX	Code de l'environnement du 14/08/2025, article R. 512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a confirmé que le site de la carrière "Champs Arguet" est sécurisé,

intégralement remis en état et désormais affecté à un usage agricole. L'accès reste néanmoins possible pour rejoindre la carrière voisine "Champ Panis".

Il est à noter que l'exploitant a tardé à engager la procédure administrative de cessation d'activité, la dernière extraction datant de 2019.

À ce jour, l'exploitant a transmis l'ATTES-SECUR ainsi que de l'ATTES-MEMOIRE, cette dernière tenant lieu d'ATTES-TRAVAUX en l'absence de prescriptions de réhabilitation complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2000, article 39
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.
Constats : La dernière extraction de la carrière date de 2019. Depuis, l'exploitant a finalisé la remise en état totale du site afin de le restituer à un usage agricole. Non-conformité : l'exploitant a notifié au préfet la cessation de l'activité de la carrière le 24 avril 2025, soit 6 ans après la fin de l'exploitation (extraction).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Remise en état - dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2000, article 31
Thème(s) : Autre, Remise en état du site
Prescription contrôlée : 31.1 : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. 31.2 : La remise en état comporte : <ul style="list-style-type: none">• la mise en sécurité des fronts de taille,• le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après remise en état du site,• l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage compte tenu de la vocation ultérieure du site.
Constats :

<p>L'exploitant a remis en état la totalité de son site.</p> <p>Aucun front de taille résiduel n'est constaté sur l'emprise de la carrière. Les terrains sont propres et aucune structure ne subsiste hormis la piste d'accès principale pour les agriculteurs qui sert également d'accès à la carrière voisine (<i>Champ Panis</i>). Le carreau a été nivelé et une couche de 20 cm de terre a été déposée pour les cultures agricoles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surface à remettre en état

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2000, article 32</p>
<p>Thème(s) : Autre, Remise en état du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surface à remettre en état est de 28 ha 87 a 56 ca.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surface de remise en état a été réduite. En effet, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet sa volonté de conserver une plateforme de stockage de moins de 5 000 m² accueillant les stocks d'argile dans le cadre de l'activité de la carrière voisine <i>Champ Panis</i>. La piste d'accès principale est toujours utilisée pour permettre l'accès à cette même carrière. Ainsi, la surface remise en état est 27 ha 98 a 45 ca.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Modalités de remise en état

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2000, article 33</p>
<p>Thème(s) : Autre, Remise en état du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>33.1 : La carrière doit être remise en état selon les modalités prévues ci-après, telles que définies par le pétitionnaire dans son plan prévisionnel dont copie est jointe au présent arrêté.</p> <p>33.2 : La remise en état, strictement coordonnée aux périodes d'exploitation prévues à l'article 17 et suivants du présent arrêté, doit être la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au terme de 5 ans : aménagements des fronts pour une superficie de 50 000 m² consistant au modelage des fronts à leur position définitive avant de les recouvrir de 20 cm de terre de découverte. Le carreau sera régalié et nivelé, les talus périphériques EST seront plantés. • Au terme de 10 ans : l'aménagement des fronts pour une superficie de 32 500 m² consistera à les modeler avant d'être recouverts de 20 cm de terre. Le carreau sera régalié

et nivelé en SUD-EST seront végétalisés.

- Au terme de 20 ans : l'aménagement des fronts pour une surface de 35 500 m² consistera à modeler les fronts avant d'être recouverts de terre de découverte. Le carreau sera régalié et nivelé.
- Au terme de 25 ans : l'aménagement des fronts pour une surface de 24 500 m² consistera à taluter les fronts à leur position définitive avant de les recouvrir de 20 cm de terre. Le carreau obtenu sera régalié et nivelé.
- Au terme de 30 ans : l'aménagement des fronts pour une superficie de 30 500 m² consistera à les taluter et les recouvrir de terre. Les merlons périphériques en NORD-OUEST seront végétalisés. Le carreau sera régalié, nivelé, recouvert de terre, l'ensemble de la carrière sera nettoyé de tout déchet d'exploitation avant d'être végétalisé (engazonné ou cultivé). Les bassins de décantation seront nettoyés et conservés sous forme d'étangs.

[...]

Constats :

33.1 : La carrière a été entièrement remise en état et celle-ci a été achevée en 2023. L'exploitant a porté à la connaissance du préfet les modifications des conditions de la remise en état dues notamment au reboisement naturel de certains secteurs.

33.2 : Certains secteurs non-exploités ont été végétalisés et sont conservés pour maintenir la biodiversité qui s'y est installée et pour des raisons d'intégration paysagère. L'un des deux bassins de décantation n'a finalement pas existé, car la zone n'a pas été exploitée.

Les fronts de taille ont été entièrement nivelés ou retalutés puis revégétalisés. Le carreau d'exploitation a été recouvert de 20 cm de terre. Les merlons nord-ouest ont été conservés et sont reboisés. La carrière est nettoyée et le site a été restitué à un usage agricole.

L'inspection constate la présence d'un bassin au nord du site, la clôture a été endommagée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera l'inspection du devenir de l'ancien bassin de décantation au nord du site, qu'il s'agisse de le conserver sous forme d'étang ou de le sécuriser par une clôture.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Date de la fin de la remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2000, article 34

Thème(s) : Autre, Remise en état

Prescription contrôlée :

La remise en état totale du site doit être achevée 6 mois avant le terme de l'autorisation.

Constats :
Le terme de l'autorisation est le 26 avril 2030. La remise en état a été achevée en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dossier de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
Constats : Non-conformité : l'exploitant a notifié au préfet la cessation de l'activité de la carrière le 24 avril 2025, or la dernière extraction date de l'été 2019. Il a été délivré récépissé de cette notification le 23 mai 2025. Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer la sécurité du site ainsi que l'usage futur du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 512-75-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

<p>Constats :</p> <p>L'accès au site est clos par un portail cadenassé où seul l'exploitant et les agriculteurs disposant du terrain remis en état ont la clé. A noter que cet accès permet d'accéder à la carrière "Champ Panis".</p> <p>Aucun produit dangereux ou déchet n'est présent sur le site. Les engins présents pour l'exploitation de la carrière voisine sont ravitaillés par camion-citerne, sur une aire étanche, dont le point bas permet de collecter les eaux de ruissellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Attestation de mise en sécurité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-39-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait attester la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués. Il a transmis l'ATTES-SECUR à l'inspection le 3 juillet 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Usage futur

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-39-2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Usage futur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.</p>

<p>II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a prévu un usage futur à vocation agricole, déjà effectif sur le site. Les cultures ont été mises en place progressivement au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation de la carrière.</p> <p>Par ailleurs, les maires des communes concernées ont été consultés quant à cet usage futur et ont émis un avis favorable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : ATTES-MEMOIRE

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/08/2025, article R. 512-39-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :</p> <p>1° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>2° Un plan de gestion comportant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ; 2. Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ; 3. En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines

utilisations de milieux.

Pour les installations relevant de l'article L. 181-28, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu dans le mémoire de réhabilitation tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site, compte tenu des caractéristiques des milieux environnants et du ou des usages futurs du site.

Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer, dans son mémoire de réhabilitation, le maintien sur le site d'une ou de plusieurs zones de pollutions concentrées, lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° Le maintien sur le site ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ;

2° Le maintien sur le site inclut la coupure des voies de transfert des pollutions concentrées ;

3° Le bilan environnemental global du maintien sur le site des pollutions concentrées est plus favorable que celui de leur suppression ;

4° L'attestation qui doit être produite avec le mémoire de réhabilitation prévu à l'antépénultième alinéa du I confirme que les conditions fixées aux trois alinéas précédents sont remplies.

Le préfet peut arrêter des prescriptions permettant le respect des conditions fixées à ces mêmes alinéas.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif. Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient, en outre, l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à

<p>l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.</p> <p>II.- Le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'attestation prévue au I vaut accord sur les travaux et les mesures de surveillance des milieux proposés par l'exploitant. Pendant ce délai, le préfet peut demander des éléments complémentaires d'appréciation par décision motivée. Le délai est alors suspendu jusqu'à réception de ces éléments.</p> <p>Par dérogation au précédent alinéa, lorsque l'exploitant propose de déroger au principe de la suppression des pollutions concentrées, le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'attestation prévue au I vaut rejet.</p> <p>En tenant compte des éléments fournis en application du I, le préfet peut arrêter, dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les prescriptions encadrant les travaux de réhabilitation, les mesures de surveillance des milieux et les restrictions d'usages nécessaires pendant la durée de ces travaux. Ces prescriptions sont fixées compte tenu du ou des usages déterminés et au regard d'un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis au préfet l'ATTES-MEMOIRE le 8 juillet 2025. Elle a été réalisée par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.</p> <p>Aucune source potentielle de pollution des sols n'a été retenue à l'issue du diagnostic.</p> <p>Aucun travaux de réhabilitation n'a été préconisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : ATTES-TRAVAUX

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/08/2025, article R. 512-39-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 2° du I, actualisées si nécessaire.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 2° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.</p>

L'entreprise chargée de fournir l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au I ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut pas être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux.

Dans le cas où l'exploitant ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il remet au préfet, en même temps que l'attestation prévue aux alinéas précédents, un projet de secteur d'information sur les sols au sens de l'article L. 125-6.

IV.- Le préfet arrête, s'il y a lieu, les mesures de surveillance des milieux nécessaires ainsi que les modalités de conservation de la mémoire et les restrictions d'usages.

V.- Lorsque le mémoire de réhabilitation exigé au I conclut à l'absence de nécessité de mesures de gestion et de travaux, et lorsque l'attestation mentionnée au même I confirme la pertinence de cette conclusion, le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de cette attestation vaut accord sur cette absence de nécessité de mesures de gestion et de travaux. L'attestation mentionnée au I vaut alors pour l'attestation mentionnée au III.

Constats :

En l'absence de travaux de réhabilitation préconisés, l'ATTES-MEMOIRE délivré par une entreprise certifié dans le domaine des sites et sols pollués vaut ATTES-TRAVAUX conformément au V de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite